

Numéro 92 - 4 juillet 2016

Le Sommet des leaders nord-américains

Vigoureux piquet contre l'ordre du jour du sommet



Le 29 juin à Ottawa

Le Sommet des leaders nord-américains

- Vigoureux piquet contre l'ordre du jour du sommet
- Une nouvelle phase de la consolidation des États-Unis des monopoles de l'Amérique du Nord - *Enver Villamizar*
- Disons Non! À la Forteresse Amérique du Nord! Non aux préparatifs de guerre et au droit de monopole! Obama et Peña Nieto, hors du Canada!
- Condamnons la répression criminelle des enseignants et des étudiants par le gouvernement mexicain!

Le Sommet des leaders nord-américains

Vigoureux piquet contre l'ordre du jour du sommet

Le 29 juin, des activistes d'Ottawa, de Gatineau et de Montréal se sont rassemblés au monument des Droits de la personne pour dénoncer le sommet des « dirigeants nord-américains ».[1] Le

sommet a été l'occasion d'un déploiement sans précédent de forces policières et le centre-ville d'Ottawa a fait l'objet d'une « fermeture pour raisons de sécurité ». Les piqueteurs ont rejeté les plans des dirigeants du Canada, des États-Unis et du Mexique visant à exploiter la terre, les ressources et le travail des trois pays au service des monopoles nord-américains.

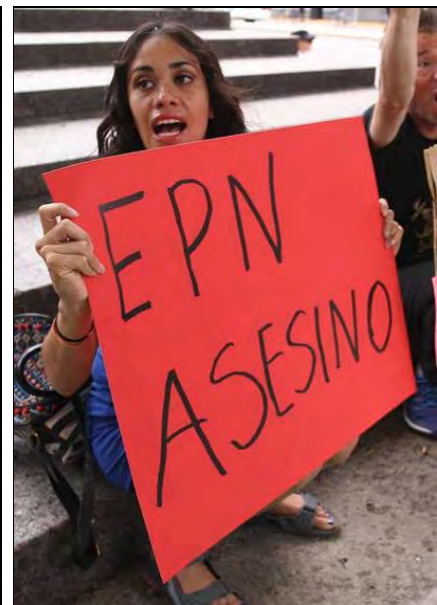
Le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) a émis une déclaration pour l'occasion qui a été distribuée aux piqueteurs et qui appelait les Canadiens à dire non à la Forteresse Amérique du Nord et aux plans bellicistes de ses dirigeants (voir ci-dessous). Les militants du PCC(M-L) ont dénoncé la doctrine impérialiste américaine d'assassinats ciblés mise de l'avant par le président Barack Obama et l'appui du Canada à la quête de domination des États-Unis.

L'action a été une dénonciation vigoureuse des accords de libre-échange néolibéraux comme l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA), le Partenariat transpacifique (PTP) de même que l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne (AECG). Des participants venus de Montréal membres du Réseau québécois sur l'intégration continentale ont demandé que le gouvernement mette fin à ses mesures d'austérité et prenne des mesures sur la question du changement climatique. Le Conseil des Canadiens et le Congrès du travail du Canada ont uni leurs voix pour exiger que le Canada ne signe pas le PTP. Les participants avaient amené un cheval de Troie gonflable d'une hauteur de 10 mètres pour illustrer les effets destructeurs qu'aura le PTP s'il est ratifié.

Un contingent militant de Canadiens a manifesté en appui au peuple du Mexique et déclaré haut et fort que le président Enrique Peña Nieto n'est pas le bienvenu au Canada et qu'il doit rendre des comptes de l'oppression et de la violence policière de l'État contre le peuple mexicain. Les participants ont dit qu'il ne faut jamais oublier les innombrables violations des droits de la personne qui se produisent au Mexique. Ceux qui sont responsables des fosses communes et de la disparition de centaines d'activistes sociaux doivent être trouvés et traînés en justice, ont-ils dit.

Les piqueteurs ont ensuite marché du Monument des Droits de la personne vers la Galerie nationale du Canada où les trois dirigeants étaient réunis et ont dénoncé l'ordre du jour criminel du sommet.







Note

1. L'ordre du jour principal des sommets des dirigeants nord-américains depuis le sommet initial de 2005 a été de promouvoir l'intégration continentale intégrale dans le but de servir les besoins des sociétés monopolistes nord-américaines et d'appuyer les ambitions de domination mondiale des impérialistes américains. Un rapport publié en octobre 2014 par un groupe de travail du Conseil des États-Unis sur les relations étrangères a clairement défini l'ordre du jour de l'élite politique des États-Unis. Les auteurs du rapport intitulé *North America : Time for a New Focus* affirment que « la consolidation et la priorité donnée aux relations entre les États-Unis, le Canada et le Mexique sont la meilleure façon de renforcer les États-Unis et leur place dans le monde ».

(Photos : LML, B.Powless, V. De Luz, G. Campbell)



Une nouvelle phase de la consolidation des États-Unis des monopoles de l'Amérique du Nord

- Enver Villamizar -

Le Sommet des leaders nord-américains s'est tenu à Ottawa le 29 juin. Il a été précédé d'une visite officielle au Canada du président mexicain Enrique Peña Nieto les 27 et 28 juin, et suivi des

discours du premier ministre Justin Trudeau et du président des États-Unis Barack Obama à la Chambre des communes devant les députés, les sénateurs et des invités. Comme l'avaient annoncé différents hauts fonctionnaires avant le sommet, les trois jours ont été utilisés pour rendre public « plus d'un processus visant à renforcer la coopération à long terme dans de multiples secteurs ».

Le communiqué officiel du sommet a mis l'accent uniquement sur la coopération dans le domaine de l'énergie propre et de la réduction des émissions et en particulier sur l'engagement des trois dirigeants à atteindre l'objectif de 50 % de production d'énergie propre d'ici 2015. Cet objectif vise les trois pays en tant qu'entité unique et non chaque pays individuellement. Selon des rapports, le Canada a déjà réalisé cet objectif. Cela montre bien la façon dont des décisions importantes concernant l'environnement ont été usurpées par cet organisme impérialiste supranational qui réduit à rien les législatures et les gouvernements nationaux. Les cibles sont établies par une institution trilatérale appelée le Sommet des leaders nord-américains, une appellation qui elle-même prête à confusion parce que l'institution



n'est pas « trilatérale », mais bien unilatérale et supranationale et qu'elle a été établie par les monopoles impérialistes américains les plus puissants qui ont pris le contrôle des États de ces trois pays. On prétend que ces décisions sont réglementées par chaque pays comme si les entités nationales exerçaient quelque contrôle que ce soit sur la réglementation. On laisse aussi entendre qu'il n'y a pas d'autre façon de procéder parce que les pays individuels doivent agir conformément aux engagements internationaux et garantir la compétitivité « nord-américaine ».

En plus du communiqué officiel émis par le Sommet, de nombreuses notes d'information ont été publiées qui font état d'un grand nombre d'arrangements ayant été élaborés et mis en oeuvre par les trois exécutifs. La plupart de ces nouvelles ententes ont été conclues depuis l'élection du gouvernement Trudeau. Depuis cette élection, des rencontres de haut niveau se sont tenues entre les ministres nord-américains des Affaires étrangères, de l'Énergie et de la Défense dans le but de mettre en place ces arrangements.

Parmi ces nouvelles mesures, on compte le pouvoir donné aux représentants des douanes canadiens et mexicains oeuvrant dans les centres de douanes des États-Unis de faire un contrôle préalable des marchandises ; la reconnaissance mutuelle des « programmes de voyageurs dignes de confiance » et d'autres arrangements concernant les « voyageurs dignes de confiance » en vertu desquels les gens qui acceptent d'être l'objet de présélection de la part de la Homeland Security des États-Unis peuvent obtenir des autorisations de sécurité accélérées dans les aéroports et les ports (alors que ceux qui refusent la présélection ne sont pas jugés « dignes de confiance ») ; un projet-pilote qui permettra aux agences de sécurité d'identifier les « fugitifs étrangers » ; le lancement du « Plan de travail sur la compétitivité nord-américaine 2016 » qui comprend « quatorze nouvelles initiatives qui permettront de réduire les coûts pour les entreprises, d'améliorer l'efficacité de la chaîne d'approvisionnement, de stimuler l'innovation et le développement économique et d'assurer la participation d'intervenants dans le cadre de consultations et d'activités de sensibilisation » ; une initiative par laquelle la GRC va travailler de façon plus étroite avec la police fédérale mexicaine au nom de la lutte contre le crime transnational et un « caucus nord-américain » sur les opérations de maintien de la paix.



Dans tous ces exemples, l'approche face à des questions de grande préoccupation pour les peuples du Canada, des États-Unis et le Mexique exclut totalement les peuples. Sous prétexte que les affaires étrangères sont une prérogative de l'exécutif, les trois pays ont été intégrés dans un nouvel État des monopoles nord-américains, lequel a été rendu possible par un système cartel de partis qui garde le silence sur ce qui se passe et facilite la voie à ces choses. Cela montre la nécessité que la classe ouvrière s'informe elle-même de ce qui se passe et des conséquences de ces nouvelles mesures et fasse entendre sa voix. Une chose clé à discuter c'est que les institutions démocratiques existantes permettent que des décisions de grande importance soient prises dans le dos du peuple, au mépris de la demande du peuple de contrôler le pouvoir décisionnel.

Le Sommet des leaders nord-américains s'est tenu à Ottawa sous les auspices du gouvernement Trudeau pendant les derniers jours de la présidence d'Obama et au moment où les impérialistes américains appellent à l'élection d'un président de guerre afin de « faire des États-Unis un grand pays à nouveau ». Cela a inclus la participation d'un homme qui a usurpé le pouvoir au Mexique et qui, dans le contexte des crimes qui sont commis en ce moment au Mexique, préside aux tueries à l'aveugle qui sont commises contre les courageux enseignants qui défendent les droits du peuple mexicain. Le rôle du Sommet a été d'établir de nouveaux arrangements de « gouvernance et de coopération » entre les exécutifs des trois pays de façon à politiser les intérêts privés et à consolider le pouvoir des monopoles sur toutes les questions d'importance en Amérique du Nord. Cela fait suite à la phase précédente de la destruction nationale qui a été centrée sur les arrangements bilatéraux entre le Canada et les États-Unis, et entre les États-Unis et le Mexique. L'engagement électoral des libéraux de Justin Trudeau de lever la restriction sur les visas mexicains et de tenir ce nouveau Sommet des leaders nord-américains avec les États-Unis et le Mexique a servi à créer les conditions à cette phase actuelle de l'annexion.

Lors des élections les libéraux se sont présentés comme étant « anti-Harper » et donc déterminés à ne pas poursuivre dans la voie de ce gouvernement. Il est maintenant encore plus évident que l'élite politique et économique a choisi les libéraux justement pour faire en sorte qu'à la veille de l'élection présidentielle américaine, le Canada joue un « rôle constructif » pour garantir que les monopoles nord-américains sortent vainqueurs sur les marchés mondiaux et que rien ne vienne entraver les plans des impérialistes américains pour la domination mondiale.

La tâche que s'est donnée l'élite dominante dans les trois pays est d'éliminer toute entrave au droit de monopole sur une base continentale. Cela ne doit pas passer ! Tous pour le renouveau démocratique afin d'investir le peuple de la souveraineté ! Notre avenir est dans la lutte à la défense des droits de tous !



Disons Non! À la Forteresse Amérique du Nord! Non aux préparatifs de guerre et au droit de monopole! Obama et Peña Nieto, hors du Canada!

Le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) appelle les Canadiens et les Québécois à s'opposer fermement à la présence au Canada du président de guerre des États-Unis Barack Obama et de son homologue mexicain Enrique Peña Nieto. Dénonçons tous le 10e Sommet de guerre néolibéral des leaders nord-américains qui se tient à Ottawa le 29 juin. Le sommet vise à paralyser la résistance du peuple et à intensifier les activités criminelles par lesquelles toutes les ressources humaines, matérielles et naturelles des peuples du Canada, des États-Unis et du Mexique sont mises à la disposition des monopoles les plus puissants. Il vise à concentrer leur pouvoir et leurs privilèges sur une base supranationale, à détruire l'opinion publique antiguerre du peuple et à le mobiliser derrière les guerres criminelles d'agression et d'occupation menées par les États-Unis et la politique d'assassinat par drones d'Obama.

Les médias se répandent en louanges à l'effet que, pour la première fois depuis le début des sommets en 2005, les trois gouvernements sont « dirigés par des partis du centre ». Les oligarques financiers sont euphoriques à l'idée d'avoir de tels gouvernements qui sont capables de mener à bien les préparatifs de guerre, les accords néolibéraux de libre-échange et la vente sans précédent du peuple et cela sous son nez.^[1] La ministre canadienne de l'Environnement Catherine McKenna a exprimé ce sentiment lorsqu'elle a déclaré que « C'est un grand message au monde pour dire que nous travaillons ensemble, que nous croyons au commerce et que nos gouvernements sont progressistes ».



Au moment où les Canadiens s'organisent pour intensifier leur opposition aux guerres des États-Unis et au libre-échange néolibéral par des traités comme l'ALÉNA, le Partenariat transpacifique et l'AECG, Justin Trudeau, Barack Obama et Enrique Peña Nieto mettent avec arrogance à leur ordre du jour la création d'une « économie nord-américaine plus intégrée, durable et compétitive sur la scène mondiale » et l'approbation formelle de la politique d'Obama de guerre continue et d'assassinat par drones. Des fuites sur l'ordre du jour secret font état d'une « union » de la Forteresse Amérique du Nord sous la domination des monopoles et d'efforts pour contrer à tout prix toute contagion du Brexit et l'aspiration des peuples de partout à leurs économies indépendantes et à leur contrôle des affaires politiques.

Le Conseil des affaires canado-américaines (CABC) qui comprend certains des plus grands monopoles privés du Canada et des États-Unis a appelé les dirigeants à mettre sur pied un « groupe de niveau ministériel » des trois pays en tant que nouvel exécutif politique des États-Unis des monopoles de l'Amérique du Nord dans le but d'empêcher les peuples de prendre le contrôle des affaires qui les concernent. Ce cabinet de la Forteresse Amérique du Nord serait le prolongement des mécanismes existants qui rassemblent l'élite dirigeante du Canada et des États-Unis, du Dialogue économique de haut niveau entre les États-Unis et le Mexique et du Dialogue stratégique de haut niveau entre le Canada et le Mexique qui a été annoncé le 28 juin. ^[2]

Les médias ont rapporté qu'« un représentant d'un des pays a dit que les dirigeants vont annoncer

plus d'un processus dont l'objectif est de consolider la coopération à long terme dans de multiples secteurs ». En d'autres mots, des arrangements sont mis en place dans le dos du peuple par lesquels la prise de décision est encore davantage concentrée dans les mains d'un exécutif trilatéral dominé par les États-Unis et dont les décisions sont imposées aux parlements nationaux et aux peuples. La concentration accrue du pouvoir décisionnel dans les mains d'un exécutif supranational dirigé par l'impérialisme américain montre le caractère frauduleux de l'engagement des libéraux à restaurer la crédibilité des institutions démocratiques par le biais d'une réforme électorale et d'autres moyens.



Ce sont des choses qui préoccupent beaucoup les Canadiens. Le gouvernement libéral accélère la restructuration de l'État pour payer les riches, continue de marginaliser le peuple par rapport aux prises de décisions et accroît la participation du Canada aux préparatifs de guerre de l'impérialisme américain. Le sommet de guerre néolibéral Forteresse Amérique du Nord signale une crise existentielle pour le Canada et met en relief les graves dangers qui planeront sur les Canadiens si les impérialistes américains

réussissent à entraîner le Canada dans le bouclier antimissile, le chantage nucléaire, la politique d'assassinat et l'intensification des préparatifs de guerre.

Les « processus de coopération » sont mis en place aux derniers jours de la présidence Obama précisément parce que l'élite dominante des États-Unis prépare le terrain pour que la nouvelle présidente de guerre Hillary Clinton puisse poursuivre et élargir considérablement l'agression américaine en Asie, en Afrique et en Amérique latine.

À cet égard, le président de guerre Obama prendra la parole à une session spéciale de la Chambre des communes rassemblant députés et sénateurs le 29 juin pour faire rapport des rencontres, sans doute dans un climat d'euphorie aveugle. Avant l'ajournement des travaux de la Chambre le 17 juin, le gouvernement libéral a déposé deux projets de loi qui avancent l'intégration du Canada à l'appareil de sécurité nationale des États-Unis sur le plan du partage des renseignements et du précontrôle douanier, et qui préparent le terrain pour la prochaine phase de « coopération ».[3] Les gestes du gouvernement libéral et ce sommet de guerre néolibéral soulignent les graves dangers qui existent pour le peuple. Organisons-nous pour établir une alternative prosociale à la mondialisation néolibérale et à la guerre !

Disons Non ! à la Forteresse Amérique du Nord !

Souveraineté oui ! Annexion non !

Non à la politique d'assassinat par drone d'Obama !

Opposons-nous aux préparatifs pour installer une présidente de guerre Clinton !

Le Canada a besoin d'un gouvernement antiguerre !

Une humanité, une lutte !

Notes

1. Il s'agit du premier sommet depuis celui de février 2014 à Toluca, au Mexique. Les sommets ont commencé en 2005 sous le nom de Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité. Ce nom a été abandonné après les premières rencontres à cause de la résistance militante des travailleurs dans les trois pays concernés, notamment, lors de la rencontre de Montebello, au Québec, en août 2007.

2. Le Conseil des affaires canadiennes-américaines (CABC) fait la promotion du renforcement du droit de monopole dans toute l'Amérique du Nord en attaquant l'autorité publique et en éliminant ou en « harmonisant » les réglementations et normes nationales qui nuisent au contrôle des plus grands monopoles. Il fait aussi la promotion de l'intégration en matière de sécurité et de défense.

Son conseil d'administration est composé des propriétaires et directeurs d'Air Canada, Barrick Gold, Baxter Corporation, Bennett Jones, Bombardier, Borden Ladner Gervais, Campbell's Soup Company, Le Canadien national, Capitol Hill Consulting Group, The Coca-Cola Company, Contextere, Dickstein Shapiro, Enbridge, Energy Equipment and Infrastructure Alliance, ExxonMobil, Facebook, Ford Motor Company, General Electric, Google, Harley-Davidson Canada, Johnson&Johnson, Lockheed Martin, MasterCard, Motion Picture Association-Canada, Revolution Organics, Rio Tinto Canada, Shell, Spectra Energy, TD Bank Group et UPS.

Son groupe conseil est présidé par l'ambassadeur actuel du Canada aux États-Unis et comprend tous les anciens ambassadeurs du Canada aux États-Unis ainsi que l'ancien congressiste John LaFalce, l'ancien sénateur Jack Austin et l'ancienne ministre Barbara McDougall.

3. Projets de loi C-21, *Loi modifiant la Loi sur les douanes*, et C-23, *Loi relative au précontrôle de personnes et de biens au Canada et aux États-Unis (Loi sur le précontrôle 2016)*.

(29 juin 2016)



Condamnons la répression criminelle des enseignants et des étudiants par le gouvernement mexicain!



Le 29 juin à Ottawa

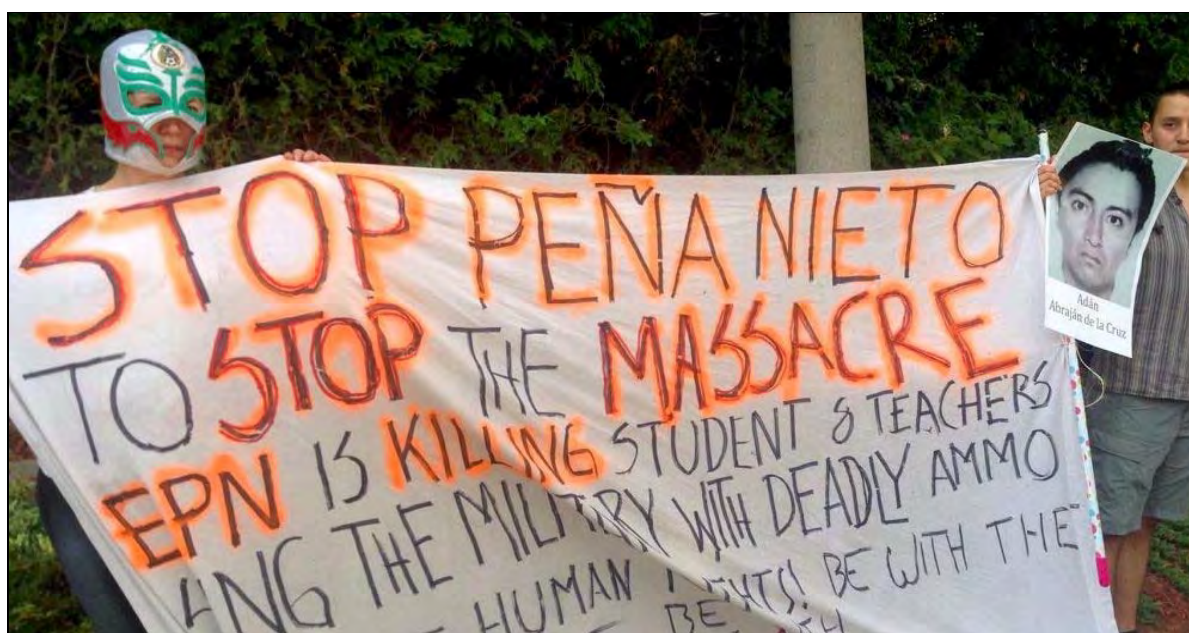
Le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) condamne la terreur d'État en cours contre les enseignants et les étudiants au Mexique de même que l'appui et l'accueil à bras ouverts réservé par le gouvernement libéral de Justin Trudeau et le gouvernement libéral de Philippe Couillard au Québec au président mexicain Enrique Peña Nieto lors de sa visite d'État les 27 et 28 juin.

Douze enseignants en grève et leurs supporters ont été abattus à coups de fusil le 19 juin près de

la municipalité de Nochixtlan dans le nord-ouest de la ville d'Oaxaca au Mexique par des agents de la police fédérale, d'État et locale qui ont tiré sur eux alors qu'ils protestaient contre les réformes néolibérales à l'éducation du gouvernement. Près de 100 personnes ont aussi été blessées et arrêtées. Au lieu de négocier avec le syndicat des enseignants et de respecter leurs droits, le gouvernement avait peu auparavant mis en prison plusieurs de ses dirigeants et annoncé qu'il allait congédier des milliers d'enseignants pour avoir participé aux grèves. Il y a maintenant des enseignants qui sont incarcérés dans des prisons à sécurité maximum. La répression brutale des enseignants, en particulier de ceux qui proviennent des communautés autochtones, est servie comme un exemple à tout le peuple mexicain s'il ose résister.

Ces meurtres font suite au kidnapping organisé par l'État et au meurtre présumé de 43 étudiants mexicains en 2014, dont plusieurs étaient assistants-professeurs à l'école normale d'Ayotzinapa dans l'État de Guerrero. Deux ans plus tard, la justice n'a toujours pas été rendue et les disparitions continuent de se produire en toute impunité alors que le gouvernement refuse toujours de rendre des comptes.

Depuis le mois de mai, les enseignants, les travailleurs de l'éducation, les étudiants et leurs familles ont mené des grèves en opposition aux réformes du gouvernement à l'éducation. Les réformes visent spécifiquement les conditions de travail des enseignants et des travailleurs de l'éducation et l'existence même des syndicats en tant qu'opposition à la restructuration du système d'éducation au Mexique sur une base néolibérale. Les réformes font partie de la vaste restructuration de l'État mexicain qui a été entreprise par le gouvernement de Peña Nieto qui ouvre à la privatisation une plus grande partie des avoirs publics, en particulier les ressources énergétiques et les routes.



Manifestation devant l'entrée du Casa Loma à Toronto à l'occasion d'un souper pour la visite officielle du président Peña Nieto le 27 juin avant la tenue du Sommet des leaders nord-américains. Alors que sa limousine pénétrait dans l'enceinte, les manifestants ont dénoncé son gouvernement qui couvre d'impunité les auteurs des massacres d'étudiants et d'enseignants.

La classe ouvrière et le peuple du Mexique appuient entièrement les enseignants. Les étudiants, les parents, les médecins et d'autres secteurs de la population ont tenu de grandes manifestations en appui aux enseignants, contre ces meurtres et cette répression. Des dizaines de milliers de personnes ont manifesté dans la ville de Mexico le 27 juin à l'initiative des syndicats des enseignants qui font partie de la Coordination nationale des travailleurs de l'éducation (CNTE). Elles ont demandé au président Enrique Peña Nieto de mettre fin à ses attaques brutales et d'entreprendre un dialogue avec les étudiants à partir de leurs propositions pour un nouveau modèle d'éducation qui comble les besoins de leurs étudiants et de la société mexicaine au lieu que ce soit les intérêts privés d'affaires qui dictent les réformes gouvernementales en éducation. Au Canada, les syndicats d'enseignants, notamment la Fédération des enseignants de Colombie-Britannique et la Fédération des enseignantes-enseignants des écoles secondaires de l'Ontario, ont fermement dénoncé la répression, réclamé la libération des prisonniers politiques et demandé justice.

Il est frappant que dans de telles circonstances et alors qu'il s'est vanté lors des élections fédérales d'avoir lui-même été un enseignant-suppléant, le premier ministre du Canada Justin Trudeau s'apprête à signer des ententes avec le président Peña Nieto à l'occasion de sa visite officielle sur des « échanges en matière d'éducation » et sur le partage des « meilleures pratiques », ce que les médias ont qualifié d'effort pour « mettre fin à l'isolement social et à l'exploitation des peuples autochtones dans les deux pays ». Le Canada fournit aussi « du renseignement et de la formation » aux agences de sécurité meurtrières du Mexique au nom de la lutte à la violence reliée au trafic de drogues.



Manifestation le 26 juin contre Peña Nieto à Québec pour condamner la disparition de 43 étudiants en 2014

Le gouvernement canadien aide de cette façon à blanchir les violations brutales des droits humains des travailleurs et des peuples autochtones au Mexique tout en faisant l'éloge avec arrogance de son dossier en matières de droits humains afin de détourner l'attention des problèmes auxquels les peuples font face.

C'est ainsi qu'il faut comprendre la déclaration du 27 juin du premier ministre du Québec Philippe Couillard à l'effet que le Mexique « a mis le cap sur la bonne direction » en ce qui concerne les droits humains. Couillard a dit qu'il faut appuyer le « processus ambitieux de réformes » que Peña Nieto a entrepris. Trudeau, pour sa part, a dit : « C'est important que nous avançons vers plus de respect et plus de défense des droits humains et ... cela fait partie des choses sur lesquelles des amis

travaillent bien ensemble... Bien sûr, en tant qu'ancien enseignant, j'ai eu une bonne conversation avec le président à ce sujet... »

Le PCC(M-L) donne son entier appui aux travailleurs et au peuple du Mexique qui luttent pour leurs droits et appelle les Canadiens et les Québécois à ne pas permettre que les meurtres des travailleurs et des autochtones soient camouflés par ceux qui prétendent parler en leur nom.

(29 juin. Photos : LML, B. Powless, A. Diaz, V. De Luz)



Lisez *Le Marxiste-Léniniste*
Site web: www.pccml.ca Courriel: redaction@cpcml.ca